Le Grain de sable

N° 395 - Vendredi 10 janvier 2003

attac

D'UN MONDE A L'AUTRE

Dans ce numéro



Illustration uniquement disponible dans la version PDF.
« Pas d'OGM dans mon assiette à Tokyo » http://www.jca.apc.org/attac-jp/japanese/index.html

Mémorandum 2002 pour une autre Europe

Par Economistes Européens pour une Politique Alternative en Europe

De meilleures institutions, des règles et des moyens au service du plein emploi et du bien être social en Europe

(extraits)

1. Le naufrage du Pacte de Stabilité et de Croissance est la plus récente démonstration de l'échec total des politiques économiques européennes. Dans les années récentes, l'Union européenne a été incapable d'asseoir la croissance européenne sur des fondements solides et d'agir en faveur de l'emploi et du bien être des populations. Une approche théorique très étroite de la croissance économique et la rigidité excessive des accords institutionnels expliquent en grande partie cet échec.

2. Le travail en cours de la Convention européenne reste aveugle face à cet échec et cherche au contraire à renforcer la conception idéologique des structures institutionnelles actuelles. Elle a montré son hostilité au concept de Modèle social européen, absent de son programme de travail. La poursuite de cette logique aura pour conséquence la persistance d'une croissance faible et l'abandon des acquis sociaux européens. Elle empêchera également que les pays d'Europe Centrale et Orientale s'intègrent dans une stratégie de développement global impliquant l'ensemble les pays européens.

3. Une alternative à cette logique inquiétante passe par une refonte totale des politiques économiques et sociales européennes. La réforme doit réaffirmer les objectifs de plein emploi, de justice sociale, de bien être et de protection de l'environnement, principales composantes du Modèle social européen. Concrètement, la réussite de ces objectifs suppose l'ouverture d'un grand débat public, la définition de priorités et la reconnaissance des erreurs passées dans un large processus démocratique.

4. Propositions pour une réorientation de la politique européenne vers le Modèle Social Européen

4.1. Créer les conditions d'une politique plus efficace et plus démocratique
- Le Parlement Européen et les parlements nationaux doivent s'engager dans une plus grande coordination des politiques économiques
- La mission de la BCE doit être élargie et inclure un objectif de croissance et de plein emploi
- Le budget de l'UE doit être augmenté à hauteur de 5% du PIB européen à l'horizon de 2007
- La concurrence fiscale doit être éliminée par l'harmonisation de la fiscalité des entreprises et la transparence sur les revenus des capitaux étrangers

4.2. Créer les conditions d'un engagement européen fort pour le bien être social
- Tous les citoyens doivent disposer d'un droit inconditionnel à des conditions de vie décentes
- Des normes minimales de dépenses sociales doivent être définies
- Les systèmes de sécurité sociale et, plus particulièrement, les régimes de retraites doivent être maintenus et améliorés, et en aucun cas privatisés.

4.3. Les services publics doivent être renforcés et soustraits à la logique néolibérale d'ouverture à la concurrence. Les moyens d'atteindre ce but sont la définition de dérogations nationales aux lois européennes sur la concurrence, l'adoption d'une directive-cadre ou d'une plate forme européenne commune garantissant un niveau minimum de services d'intérêt général.

4.4. Le respect de l'intérêt général doit être imposé aux marchés financiers. Les institutions publiques, mutualistes et coopératives ne doivent pas être exposés à la concurrence ; les structures de surveillance de l'UE doivent être renforcées. La directive sur les prises de contrôle doit prendre en compte les intérêts des salariés, des collectivités locales et des petites et moyennes entreprises.

(Extraits)
Document complet :
http://france.attac.org/site/recueil.php?idpage=139&langue=

Déclaration de soutien

J'approuve le sens, les principaux arguments et les propositions du Mémorandum 2002 : « De meilleures institutions, des règles et des moyens au service du plein emploi et du bien être social en Europe

Oui
Non

Nom : ____________

Adresse : ____________

Ville/code postal : ____________

Téléphone/Fax : ____________

e-mail :____________

Signature :

Je souhaite être régulièrement informé des travaux du groupe de travail et participer à ses réunions.

Oui
Non

Merci de retourner cette déclaration dès que possible par fax ou par email à : Prof. Dr Jörg Huffschmid, fax : +49-421-218-4597, email : Huffscmid@ewig.univ-bremen.de or Jacqueline Runje, fax +49-421-218-4597, email : jrunje@ewig.uni-bremen.de

Après le Forum social Marocain

Un autre Maroc est possible

C'est avec la conviction qu'un "autre Maroc est possible" que s'est tenu le 1° Forum Social Maroc du 20 au 22 décembre 2002 à Bouznika. Espace d'échanges , de réflexion et d'élaboration de propositions alternatives, il a rassemblé, dans la diversité et le respect des différences, plus de 400 représentants et représentantes d'organisations, de mouvements sociaux et d'acteurs venus des différentes régions du Maroc. Ont également apporté leur contribution aux travaux de ce Forum des invités venus d'Argentine, de Hollande, de Belgique, de France, d'Espagne, du Niger, du Sénégal, de Tunisie, d'Egypte, du Liban et de Palestine.

Convaincus que l'autre Maroc que nous voulons construire est un Maroc de justice sociale, de démocratie, de liberté, de respect des droits humains, un Maroc qui bannisse la militarisation, l'exclusion, la pauvreté, l'analphabétisme et l'inégalité entre les sexes et les cultures et la marginalisation des personnes handicapées, un Maroc où tous les citoyens bénéficient des richesses nationales dans le cadre d'une répartition équitable, d'un enseignement gratuit et de qualité, des services de santé, d'un logement décent , , un Maroc qui rompt avec l'impunité des crimes économiques et politiques, et toutes formes de crimes organisés , le Maroc de la vie et non des « PATERAS » de la mort, de citoyens et citoyennes solidaires refusant le marché comme seul régulateur de leur vie et la falsification de leur volonté et leur droit a l'autodétermination.

Parce que nous refusons que des politiques et choix destructifs de notre société et de notre planète soient élaborés ,et que des accords commerciaux et économiques soient conclus en notre nom et à notre insu,

Parce que nous sommes convaincus que les guerres qui sévissent dans différentes régions du globe ne sont qu'un moyen au service des multinationales et les institutions financières internationales pour étendre leur hégémonie et leur domination des peuples et la neutralisation des mouvements sociaux qui résistent au néocolonialisme,

Et Conscients du caractère sensible de la conjoncture mondiale et l'impact de la domination économique et politique du nouvel ordre international basé sur l'hégémonie du pôle unique, le Forum Social Marocain se considère partie intégrante de cette action internationale et affirme son adhésion aux mouvements sociaux qui luttent pour un autre monde possible basé sur la cohabitation, la paix, la démocratie, la répartition et l'accès équitables aux richesses.

Conscients enfin que l'esprit de cette initiative ne trouvera sa réelle légitimité que par son enracinement et par son appropriation par toutes les associations, organisations et mouvements sociaux, nous appelons au développement de toutes formes d'actions, de mobilisations et de conscientisation des populations permettant de dynamiser la force de proposition et la constitution de réseaux pour :

- Créer et généraliser d'autres initiatives locales tant au niveau sectoriel que thématiques en vue d'inscrire notre action avec les populations et groupes vulnérables dans la mouvance des mouvements sociaux à l'échelle mondiale sur la base de la charte du Forum Social Mondial et les forums régionaux et continentaux-

- Lutter contre les effets néfastes de la mondialisation néoliberale et sa militarisation

- Contribuer de façon effective à l'élaboration d'alternatives crédibles et réalisables par de nouvelles formes de participations orientées vers le changement social et traduisant notre slogan « un autre Maroc est possible » comme contribution locale à « un autre monde est possible »

Nous réitérons à cette occasion, notre entière solidarité avec les peuples palestinien et iraquien dans leur lutte contre l'agression sioniste et américaine et appelons toutes les potentialités et les forces vives à multiplier leurs initiatives de solidarités avec les deux peuples.

Bouznika – Maroc - 22 décembre 2002

Contact pour cet article.
http://www.forumsocialmaroc.org

Les visages oubliés de la guerre

Par Robert Jasmin. Président ATTAC-Québec

« Les oligarques et leurs mercenaires, mus par une volonté de puissance, une cupidité et une ivresse de commandement sans limites, défendent becs et ongles la privatisation du monde ».
Jean Ziegler, Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation.

Dans l'échelle des moindres efforts, le geste d'émettre un souhait vient tout juste après celui de respirer. C'est ainsi que nous entendons tous les haut-parleurs et souvent petits-faiseurs envahir les ondes pour souhaiter la paix au monde entier. Ils nous disent que la paix est menacée par une guerre annoncée et qu'il serait souhaitable que cette guerre n'ait pas lieu.

J'exclus de ces cohortes bienveillantes, ceux qui, au fond, désirent cette guerre malgré un discours contraire. Je veux parler de George W. Bush et de ses semblables, ceux qui non seulement espèrent tirer profit de cette guerre de conquête contre l'Iraq (main basse sur le pétrole et ventes d'armes) mais qui veulent, par elle, faire diversion pour empêcher le peuple étatsunien de voir l'état de déliquescence sociale et économique dans lequel le cœur de l'empire a sombré.

Souhaiter que la guerre n'ait pas lieu c'est laisser entendre que nous vivons en paix. Or, cette guerre appréhendée, celle des bombardiers, des missiles et autres chars plus ou moins terrestres, n'est que l'exacerbation armée d'une guerre très réelle et omniprésente, celle que les riches mènent quotidiennement contre les pauvres de la planète, c'est-à-dire contre la majorité du genre humain.

J'exclus volontairement ici de mon propos, tous les conflits armés qui sont des guerres d'occupation et qui, de Palestine en Colombie en passant par certains pays d'Afrique, ont revêtu, grâce à une manipulation langagière, des noms pudiques et faux comme lutte au terrorisme. Je veux m'attarder aux assassinats collectifs qu'un système sécrète par sa simple logique et qui sont, dans les faits, le fruit d'actes de guerre.

Il y a acte de guerre quand des spéculateurs financiers font plonger une monnaie et provoquent chez les plus démunis un appauvrissement qui les fait passer du côté de la maladie et de la mort. Il y a acte de guerre quand le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale imposent aux pays pauvres des conditions infernales et mortifères d'investissements à la manière des parrains de la mafia qui font des offres qu'on ne peut refuser. Il y a acte de guerre lorsque les élites corrompues des pays pauvres, courroies de transmission de celles des pays riches, appauvrissent les leurs en sortant de leur patrie, les profits collectifs pour les mettre hors de portée des peuples dans les paradis fiscaux.

Mais là ne s'arrête pas la chaîne guerrière. Il faut aller au bout de la logique. Il y a acte de guerre quand la légalité bourgeoise de nos pays riches autorise les banques à maintenir des succursales dans ces mêmes paradis fiscaux. Car ceux-ci permettent à tous les marchands d'armes, mafieux et autres, de faire leur trafic dans le secret le plus abject. Il y a acte de guerre et du sang sur les transactions quand certains de nos citoyens vont coucher leurs grandes fortunes dans le même lit que celui des grands criminels, dans la chaleur de ces mêmes paradis fiscaux.

Il faut redéfinir les mots guerre et paix en fonction de la réalité d'aujourd'hui. Pendant la guerre d'agression américaine au Vietnam, certains pilotes de bombardiers ont tué ou brûlé au napalm, du haut des airs, des dizaines de milliers de personnes sans ne jamais voir un seul cadavre. On tuait à distance, sans se salir les mains. Il en est de même aujourd'hui de certains exécuteurs du capital qui appuient sur les touches des claviers d'ordinateurs pour faire chuter le prix des matières premières, plongeant dans la faim (la fin?) des populations entières.

Et que dire de ces juristes qui ergotent sur les avantages du droit de propriété intellectuelle quand il s'agit dans certains cas, de garder sous brevet, des médicaments que la sacro-sainte loi du marché rend inaccessibles à des millions d'êtres humains. On invoque le droit de propriété alors qu'il s'agit en fait, du droit de tuer. Et ne jouons pas sur les mots : laisser mourir, c'est tuer.

Il y a acte de guerre lorsque les riches de la planète accumulent jusqu'à plus soif des sommes absurdes d'une ampleur telle que même le mot fortune en perd son sens. Il y a acte de guerre car cette richesse indécente qui n'a de « privée » que le nom, n'est souvent pas soumise à l'impôt ou aux taxes simplement parce qu'elle se constitue et se meut dans la nébuleuse des spéculations financières supranationales. Doit-on rappeler que cette absence de répartition des richesses cause en grande partie les 100,000 morts quotidiennes dénoncées par la FAO dans son dernier rapport sur la faim dans le monde. Il y a aussi acte de guerre quand on exige le remboursement d'une dette à une population que nous avons saignée à blanc par le paiement d'intérêts dépassant le capital emprunté et à qui nous devons une partie de notre richesse.

Dans tous ces actes de guerre, il y a complicité active de certains intellectuels serviles chargés de justifier cet ordre qu'ils qualifient de naturel. Ces idéologues, fondamentalistes du marché, invoquent le rationalisme pour soutenir la logique de cet ordre alors que la réalité en dévoile l'obscurantisme désastreux.

La lutte pour la paix ne doit pas s'arrêter à celle, urgente, que nous devons mener à court terme contre les faucons de l'administration Bush. Bien sûr, nous serons dans la rue le 18 janvier comme des milliers de pacifistes, pour faire pression sur le triste tandem Blair-Bush. Mais nous nous devons de réaliser que ce ne sera qu'une étape sur le chemin de la paix ; que tout véritable pacifiste ne peut s'arrêter à lutter contre cette guerre plus apparente et brutale en oubliant l'autre, celle qui tue des êtres humains par milliers tous les jours, celle que les riches de la planète mènent contre les pauvres.

Nous devons comprendre que les affrontements à venir remettront en cause le maintien des privilèges dont nous sommes tous en partie, les bénéficiaires. La paix a un prix et celui-ci est plus élevé que nous le croyons. Ce prix n'est pas coté à la Bourse. Il est inscrit au plus profond de notre conscience. Et quand, devant le crime, la conscience s'éveille et se développe, tout silence devient complicité.

Contact pour cet article. quebec@attac.org

Le Brésil, de la crise samba à la corde au cou

Par Arnaud Zacharie

Au cours des années 1980, le Brésil sort progressivement du régime militaire (1), mais s'engouffre comme ses voisins dans une crise d'endettement et d'hyperinflation (2). Le début des années 1990 n'est guère plus réjouissant, puisque le président Fernando Collor, rattrapé par des affaires de corruption, est contraint de démissionner le 29

décembre 1992. Le gouvernement intérimaire du vice-président Itamar Franco débouche en 1994 sur le plan Brésil, concocté par le nouveau ministre des Finances, Fernando Henrique Cardoso. Dans la foulée des réformes du gouvernement Menem en Argentine, ce plan instaure une nouvelle monnaie arrimée au dollar, le real (1 real valant 1 dollar), et vient rapidement à bout de l'hyperinflation (3).

Le 3 octobre 1994, Fernando Henrique Cardoso profite du succès rapide de ses réformes et remporte les élections présidentielles. Il applique les recettes du Consensus de Washington : austérité budgétaire, licenciement de 300 000 fonctionnaires, privatisations, hausse des taux d'intérêt, libéralisation. Les entrées de capitaux internationaux, entamées dès 1992, prennent alors un essor impressionnant, passant de 43,3 milliards d'euros en 1995 à 201,5 milliards en 1999. Mais la libéralisation commerciale aboutit davantage à une augmentation des importations que des exportations, ce qui provoque une croissance continue du déficit commercial (4).

L'impact de la crise asiatique se répercute au Brésil à partir d'octobre 1997 et s'accentue au cours de l'année 1998. Les entrées de capitaux privés compensent de moins en moins le déficit commercial et le Brésil a beau, sous les conseils du FMI, augmenter ses taux d'intérêt jusqu'à 49,75%, la fuite des capitaux est irrésistible et les réserves du pays diminuent d'un milliard de dollars par jour ! Le 13 janvier 1999, le gouvernement Cardoso se résigne à dévaluer le real de 8%, mais la fuite des capitaux s'accélère et l'arrimage au dollar est abandonné. Le real s'effondre à 2,1 reals pour 1 dollar le 28 janvier 1999. En contrepartie d'un plan de sauvetage de 41,5 milliards de dollars concocté par le FMI dès décembre 1998, le Brésil est sommé d'appliquer une coupe de 28 milliards de dollars dans le budget fédéral et d'augmenter ses taux d'intérêt, ce qui approfondit la récession.

En 2000, la crise semble avoir été salvatrice, mais l'« effet samba » qu'elle a provoqué dans la région, notamment en Argentine, revient comme un bommerang en 2002. L'« effet tango » de la crise argentine se répand dans toute la région et provoque une hausse de la prime de risque sur les emprunts brésiliens, qui atteint près de 25%. Le Brésil a besoin de plus de 50 milliards de dollars de capitaux étrangers par an pour combler son déficit courant et assurer le service de sa dette publique gigantesque, passée de 128 à 288 milliards de dollars entre 1992 et 2002 ! En juillet 2002, la crise tourne à la panique et le real atteint son plus bas taux historique (5).

Commencent alors quelques jours de vastes hésitations entre le Trésor américain et le FMI. Les crises à répétition et les milliards de dollars engloutis dans les plans de sauvetage ont déclenché de vives polémiques. L'arrivée des républicains à la tête des Etats-Unis a coïncidé avec une remise en cause de cette politique, l'administration Bush déclarant préférer laisser les lois du marché régler seules les crises financières. Le 19 juin 2002, le FMI avait annoncé ne pas vouloir augmenter son aide au Brésil. Le 28 juillet, moins d'une semaine avant sa tournée dans la région, le secrétaire d'Etat au Trésor des Etats-Unis, Paul O'Neill, frôle l'incident diplomatique en affirmant qu'aucune aide ne serait apportée au Brésil sans garantie que l'argent « ne sorte pas des Etats-Unis pour des comptes en Suisse ». Indigné, le président Cardoso demande des excuses que lui apporte deux jours plus tard le porte-parole de la Maison Blanche. Cette dernière, attachée à son projet de zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), craint que l'effondrement des pays du Mercosur (6) le mette à mal, ce qui avait poussé quelques jours plus tôt le Trésor américain à avancer pour le FMI 1,5 milliards de dollars d'aide à l'Uruguay, autre élève modèle tombé en faillite fin juillet 2002.

Le 7 août 2002, alors que Paul O'Neill est au Brésil, le FMI annonce le plus important plan de sauvetage de son histoire : 30 milliards de dollars (7) sont prêtés au Brésil. Ce plan de sauvetage record, concocté à quelques semaines des élections présidentielles, appelle deux observations. D'une part, son montant correspond aux prévisions du déficit courant annuel brésilien et vise à enrayer la fuite spéculative des capitaux, alors que l'article VI des statuts du FMI interdit aux Etats membres de « faire usage des ressources générales du Fonds pour faire face à des sorties de capitaux importantes et prolongées ». D'autre part, le prêt est octroyé en deux tranches : une première de 6 milliards dès 2002 et une seconde de 24 milliards en 2003, à condition que le prochain président avalise les conditionnalités macroéconomiques du FMI, dont une austérité budgétaire drastique (8). C'est évidemment un moyen de garantir la pérennité du Consensus de Washington, quel que soit le résultat des élections dans un pays qui représente 45% du produit intérieur brut de l'Amérique latine.

Mais le plan de sauvetage ne rassure en rien les marchés financiers et les critiques se font grandissantes sur les politiques du FMI. Entre autres exemples, le spéculateur et ancien gourou des marchés financiers, George Soros, affirme que « l'incapacité du plan de sauvetage du FMI à soulager le Brésil dénonce une carence fondamentale dans le système financier international. Les problèmes du Brésil ne peuvent pas lui être uniquement imputés. Les responsabilités se situent en fait au niveau des autorités financières internationales. (…) Sous l'influence des fondamentalistes du marché, ces dernières années, le soi-disant Consensus de Washington, tel qu'il est soutenu par le FMI et la Banque mondiale, a placé sa confiance dans la nature autorégulatrice des marchés financiers. Cette confiance a été et est toujours mal placée. (…) Dans les années 1980, le Consensus de Washington s'interroge en premier lieu sur le niveau d'excédent à atteindre pour pouvoir maîtriser l'endettement. La vraie question est de savoir à quel niveau les taux d'intérêt sont encore conciliables avec une croissance raisonnable » (9). Dans le même esprit,

Stanley Fisher, ancien économiste en chef du FMI, admet que « le fait que nous n'ayons pas su éviter les difficultés actuelles en Amérique latine suggère que nous avons encore beaucoup à apprendre » (10).

En octobre 2002, après avoir échoué de peu lors des trois précédentes éditions, le candidat du PT (11), l'ancien syndicaliste Luiz Inacio « Lula » da Silva, remporte largement les élections présidentielles. S'il s'est engagé à respecter les accords conclus avec le FMI, le nouveau président Lula a annoncé que sa priorité politique était de vaincre la faim et la pauvreté qui frappe de plein fouet près de la moitié de la population brésilienne. Le défi, dans un pays où 20% de la population concentre 65% des revenus et où 1% des propriétaires ruraux possède la moitié des terres agricoles, sera de réussir une réforme fiscale redistribuant les richesses et une réforme agraire redistribuant les terres aux 4,5 millions de paysans sans terre. Reste à savoir si ces mesures seront conciliables avec les contraintes du FMI et si, comme il l'a annoncé, Lula saura « réformer la réforme » et jeter les bases d'un « après-Consensus de Washington ».

Contact pour cet article. belgium@attac.org

(1) Les civils retrouvent le pouvoir en mars 1985 et les premières élections démocratiques depuis 1961 sont organisées en novembre 1989.
(2) En 1987, le Brésil déclare un moratoire sur le remboursement de ses dettes dues aux banques privées et son taux d'inflation atteint 1 000%.
(3) L'inflation est réduite à 50% en juin 1994 et à 6% un mois après l'intronisation du real.
(4) Entre 1992 et 1997, les exportations progressent de 35,68 à 53,02 milliards d'euros, mais les importations triplent pendant la même période, passant de 20,9 à 62,5 milliards. Dans le même temps, la balance des paiements passe d'un excédent de 15,4 milliards à un déficit de 8,4 milliards (E. Sader, Les chiffres du désastre, in Le Monde Diplomatique, octobre 2002).
(5) Le real perd 30% de sa valeur entre janvier et fin juillet 2002 et ne vaut plus que 3,47 dollars.
(6) Le Mercosur est le marché du Cône Sud qui rassemble le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, en plus de deux pays associés, le Chili et la Bolivie.
(7) Des plans de sauvetage plus importants avaient été apportés au Mexique en 1995, en Corée du Sud en 1997 ou au Brésil fin 1998, mais l'apport du FMI n'était que partiel, à côté d'autres bailleurs comme la Banque mondiale, les banques régionales de développement et le Trésor américain. Dans le cas du Brésil en août 2002, l'intégralité des 30 milliards de dollars est versée par le FMI.
(8) Le FMI demande que le Brésil dégage un excédent principal de 3,75% de son budget.
(9) G. Soros, Une subvention nuisible pour le Brésil, in Le Monde Economie, 3 septembre 2002.
(10) Le Monde, 1er octobre 2002.
(11) Le PT est le parti des travailleurs créé par différents courants syndicaux et de gauche au début des années 1980 pour lutter contre la dictature militaire et dont les positions sont historiquement opposées au Consensus de Washington et au projet de zone de libre-échange des Amériques défendu farouchement par l'administration Bush.

Les immigrés veulent être globalisés

Par José Carlos García Fajardo. Professeur à l'Université Complutense de Madrid et président de l'ONG Solidarios para el desarrollo.
Traduction. Valérie Lépine et Jean Héon. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles (*)

Je dis souvent à mes élèves que les immigrés sont des gens très polis qui nous rendent, à nous les Européens, les visites que nous leur avons faites cinq cents ans durant. Ils connaissent déjà le chemin : il leur suffit de refaire celui qu'ont emprunté les conquistadors, les évangélisateurs et les colonisateurs qui occupèrent et exploitèrent leurs terres, les arrachèrent à leurs traditions et à leurs croyances et les dominèrent, se prévalant pour cela du mythe des trois "C" invoqué par le roi Léopold II de Belgique et adopté par la Conférence de Berlin en 1885 : "Civilisation, Christianisation et Commerce".

Mais l'immigration est un phénomène sociologique, l'exercice d'un droit fondamental car, comme me l'a appris une paysanne du Chocó, en Colombie, " les choses n'ont d'autre maître que celui qui a besoin d'elles ". La nécessité de régulation de l'immigration, tant par les pays d'accueil que par les pays de départ, n'accorde pour autant à quiconque quelque lettre de marque que ce soit (la lettre de marque autorise les mercenaires à prélever une part du butin) et n'autorise ni la domination ni la compassion ni la pratique des abus.

Dans son livre "Sens dessus dessous ou l'école du monde à l'envers" (Patas arriba o la escuela del mundo al revès), Eduardo Galeano raconte qu'" Alice, après avoir visité le pays des merveilles, est entrée dans un miroir afin de découvrir le monde à l'envers ". Et que " si Alice revenait aujourd'hui, elle n'aurait pas besoin de traverser un miroir : il lui suffirait de regarder par la fenêtre ", ou par l'écran d'un poste de télévision.

Globalisation perverse

La réaction négative des pays du Nord face à l'immigration est l'un des résultats de la gestion perverse de la globalisation qui, en soi, n'est ni bonne ni mauvaise : elle est une conséquence du développement des technologies qui ont rendu notre monde plus abordable.

Dans le Nord sociologique, le politiquement correct, c'est la pensée unique selon laquelle le marché gouverne, et le gouvernement met en œuvre ce que lui dicte le marché. On assiste à l'apothéose de l'amalgame entre révolution conservatrice des années

quatre-vingts et libéralisme rampant prônant le profit économique maximum, à n'importe quel prix, qu'il soit matériel ou humain.

Les thèses du capitalisme sauvage se voient élevées au rang de modèle de développement dont les fruits sont : moins de trente pays enrichis sur le dos de plus de cent cinquante peuples appauvris, dont une majorité finance depuis toujours le développement économique des pays du Nord.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : depuis les années quatre-vingts, les flux de capitaux du Sud vers le Nord sont trois fois supérieurs aux investissements, de plus en plus inexistants, et qui se réalisent à 80% entre pays du Nord. Il faut en finir avec l'effet miroir inverse.

Immigration et globalisation

La globalisation nous propose les tendances suivantes : l'expansion d'une société de l'information, la mondialisation des changements économiques, la croissance des réseaux financiers internationaux, l'apparition de nouveaux pays industrialisés et l'hégémonie économique et militaire des États-Unis.

Selon Carlos Taibo, l'un des grands paradoxes de la globalisation c'est qu'elle ne favorise pas la mobilité de la force de travail, ce qui ne cesse d'avoir des effets également paradoxaux. Il cite Susan George, dans le rapport Lugano : " La globalisation économique dénationalise les économies nationales. En revanche, l'immigration renationalise les politiques d'accueil. Il existe un consensus toujours plus fort afin de lever les contrôles frontaliers qui pèsent sur les flux de capitaux , sur l'information, sur les services, et sur tout ce qu'implique une globalisation plus importante. Mais lorsqu'il s'agit d'immigrés et de réfugiés, aux États-Unis comme dans l'Union européenne ou au Japon, l'État cherche à retrouver sa splendeur passée en affirmant son droit souverain à contrôler ses frontières. "

Les raisons de l'émigration

On peut voyager à l'étranger par goût, pour poursuivre ses études ou pour connaître de nouvelles contrées, de nouvelles personnes. Mais on émigre par nécessité économique, sociale, pour cause de persécution politique ou de rapprochement familial ou même par soif d'aventure. Il y a cinquante ans, ni les Africains ni les Latino-américains n'émigraient dans les proportions que l'on connaît aujourd'hui. Ceux qui émigraient étaient les Européens méridionaux : les Espagnols, les Portugais, les Italiens et les Grecs, et aussi les Irlandais. Le phénomène actuel est lié de façon radicale à la globalisation de l'économie ainsi qu'aux nouvelles relations régissant les forces sociales.

Celui qui émigre vit une rupture et son intégration peut être synonyme de déchirement. La société dans laquelle il va vivre constitue plutôt un lieu d'arrivée qu'un lieu d'accueil pour lui. Et, en même temps, il découvre que le Nord est plus une société de consommation que celle du bien-être rêvé qu'on lui avait dépeinte dans les médias. Finalement, son retour se transforme en un mythe qui a plus à voir avec le moment qu'avec le lieu : il ne peut revenir les mains vides car il représente l'espoir de réussite économique caressé par la famille (élargie) qui l'a envoyé, qui le soutient et qui l'attend.

Seulement 2,3% de la population mondiale abandonne son pays pour aller s'installer dans un autre. Au sein de l'Union européenne, qui elle, applique la libre circulation de la main-d'œuvre, seulement 2% de la population active a déjà travaillé dans un pays de l'Union européenne autre que le sien ; pourtant, dans le derniers tiers du vingtième siècle, le nombre d'émigrants de la planète a doublé. En 1965, il était estimé à 74 millions de personnes et aujourd'hui il atteint environ les 150 millions aux frontières méridionales des États-Unis et de l'Europe. Ces données ne comptabilisent ni l'émigration clandestine ni les mouvements migratoires au sein même des États.

Explosion démographique

La menace la plus redoutable pour le genre humain, c'est l'explosion démographique. Les travaux de la Conférence internationale sur la population et le développement, qui s'est tenue au Caire en 1994, ont souligné que l'accès à l'éducation pour les petites filles et pour les femmes se solde par une baisse des indices de fertilité et par une réduction des taux de mortalité et de morbidité.

Il a été démontré que, dans tous les pays industrialisés où la femme a accès à l'éducation ainsi qu'à des postes de cadres, la courbe démographique a si dangereusement fléchi que le secours apporté par les immigrés au travers de leurs cotisations à la Sécurité sociale est devenu nécessaire au paiement des pensions. Alors que ces travailleurs étrangers occupent un nombre très important d'emplois ne trouvant pas preneur parmi les natifs des pays d'accueil, les dirigeants de ces pays refusent toujours de reconnaître que les immigrés garantissent le développement social et économique du pays.

Rappelons-nous que dans les années quatre-vingt-dix, le nombre d'étrangers vivant en Espagne ne représentait même pas 3% de la population. Un chiffre ridicule comparé aux pourcentages relevés en France, 6,5%, en Belgique, 9%, au Luxembourg, 32%, en Suisse, 17,5%, en Allemagne, 7,5%, ou en Autriche, 6,5%. Il est clair que la psychose de l'invasion immigrée brandie par certains politiciens rétrogrades espagnols est insensée et suicidaire car elle met en danger la croissance économique et le développement social du pays, basés pendant des siècles sur l'émigration vers l'Amérique latine. De plus, on ne peut oublier que pendant des décennies, l'Espagne a envoyé des millions de ses citoyens dans différents pays d'Europe, dans des conditions pratiquement similaires à celles

vécues par ces immigrés qui aujourd'hui font si peur. L'impact négatif sur le chômage et la productivité, attribué aux travailleurs étrangers, n'est pas fondé.

Toute politique d'immigration est vouée à l'échec si elle se limite à agir sur les conditions d'arrivée sans aborder les conditions de départ. Les pays européens, terres d'émigrants, doivent reconnaître le droit naturel à l'émigration et rendre la législation plus généreuse afin que notre Europe devienne une terre d'asile, à simple charge de réciprocité envers ceux qui, il n'y a pas si longtemps, reçurent chez eux des dizaines de millions d'Européens.

On peut favoriser cette intégration sans qu'il y ait pour autant absorption, en s'engageant pour l'avenir et en respectant cet engagement pour rendre viable le présent. Evitons que la malédiction dont parle Albert Camus dans "La Peste" ne nous atteigne : " Je les méprisais car, alors qu'ils pouvaient tant, ils ont osé si peu "..

Parce que les signes des temps nous montrent une planète toujours plus globalisée, il est nécessaire de développer des politiques de justice sociale et de solidarité qui reconnaissent que tous les peuples sont intimement liés et que la paix est soit fruit de la justice, soit silence régnant sur les cimetières des victimes d'une croissance injuste et disproportionnée.

Article pour la revue Latinclub dont les lecteurs sont des immigrés latino-américains dans l'Union européenne.
Grano de Arena 172.
Contact pour cet article. informativo@attac.org

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Semaine 10-01-2003 >> 17-01-2003

http://attac.org/rdv/index.html

10/01

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Wien
DEUTSCHLAND : http://www.attac-netzwerk.de/termine/index.php
Stuttgart
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
St Pierre D'Oléron + Annecy + Chaumont + Arras

11/01

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Graz + Innsbruck
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Cergy Pontoise + Lyon + Nanterre + Fontaine + Paris 20

13/01

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Linz + Innsbruck
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
Esbjerg
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Argenteuil + Marseille 02 + Rennes

14/01

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Wien + Lienz
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
Aalborg
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
St Maur des Fossés + St Brieuc + Lyon + Rennes + Thonon
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Larvik
SUISSE SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique6.html
Lausanne

15/01

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Linz + Graz
FINLAND : http://www.attac.kaapeli.fi/kalenteri
Espoo
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Paris 10 + Grenoble + Rennes + Fleury Les Aubrais + Aytré

16/01

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Linz + Wien
FINLAND : http://www.attac.kaapeli.fi/kalenteri
Helsinki + Vantaa
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Rennes + Marseille + Paris 18 + Aix en Provence + Aubagne + Rennes + St Quentin la Poterie
SUISSE SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique6.html
Lausanne + Neuchatel

17/01

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Schlierbach

FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Pernes les Fontaines + Arras